

profession culture - éthique et actions

CULTURE ET RAPPORT AU POUVOIR

Les professionnels de la culture s'interrogent sur leur rapport au pouvoir et leur capacité à résister aux pressions politiques. Cela suppose de définir ces pressions. Un comportement autocrate, une demande d'allégeance, ne sont pas plus acceptables venant de gauche que venant de droite.

Ces comportements, désagréables au plan individuel, sont inacceptables quand ils ont un effet dans le fonctionnement de la société civile. Ils deviennent dangereux dès qu'ils rencontrent des complicités et source d'alarme quotidienne quand ils servent des idéologies fascisantes.

De plus, sous peine de se voir utiliser dans la campagne électorale de tel ou tel parti, il importe que les professionnels de la culture s'attachent à définir des positions de principe valables globalement.

ARGENT PUBLIC

En tant qu'association culturelle et professionnels du livre, nous sommes amenés à demander des subventions au Département de l'Hérault, à la Région Languedoc-Roussillon, à la Drac Languedoc-Roussillon.

Est-il besoin de rappeler que cet argent est de l'argent public, qui par conséquent sert à la collectivité. Il n'est pas l'argent des princes qui servirait à acheter notre allégeance. Les pratiques de clientélisme sont monnaie courante, elles ne sont pas pour autant légitimes. En utilisant les subventions de façon intègre nous entendons non pas jouer avec le feu et apporter notre caution à des pouvoirs toujours tentés par l'excès, mais mettre en pratique nos idées autonomes et solidaires, mettre à jour une certaine création contemporaine. Travailler en somme, dans l'esprit de nos convictions humanistes et libertaires et non pas en réaction à des fonctionnements pervers à la base. Nous luttons aussi pour que ne soit pas récupérées nos créations et positions à des fins politiciennes

Pourtant s'il devenait impossible d'utiliser l'argent public sans qu'une position d'allégeance soit évitable, alors nous ne ferions plus appel à aucune subvention à droite ou à gauche. Cela voudrait dire que le fonctionnement de notre société civile aurait fait un pas de plus dans l'adaptation à un fonctionnement liberticide.

L'EXTRÊME DROITE EN LANGUEDOC ROUSSILLON

Les partis d'extrême-droite grandissent sur un terreau présent bien avant eux. Racisme, xénophobie, haine, égoïsme forcé, sont aussi vieux que l'homme. En général, on trouve opportun de glisser dans le fonctionnement social des garde-fous qui, s'ils ne suppriment pas ces comportements, les condamnent moralement et en sanctionnent les agissements.

Il arrive, comme nous le faisons depuis une vingtaine d'années, qu'en permettant à un parti basé sur la bassesse humaine, d'agir et d'être éligible, nous légitimions les idées qu'il véhiculent. Le Front National est éligible. Mais même un parti prônant la solution finale aurait aujourd'hui des électeurs. Ces électeurs ne rendraient pas ipso facto ces idées recevables.

Soyons clairs : la responsabilité dans la légitimation des valeurs de l'extrême-droite d'une certaine classe politique de droite et de gauche est écrasante et qu'avons-nous fait pour les en empêcher ? En Languedoc-Roussillon Jacques Blanc et Georges Frèche se servent tous deux à des fins de pouvoir personnel du Front National : marche-pied ou épouvantail, ça les arrange, tout simplement !

Nous devons lutter pour l'interdiction du Front National, pas pour son utilisation.

une société prédatrice d'elle même

Soyons francs, les idéologies fascisantes ne sont pas une perversion venue d'ailleurs, un corps étranger attaquant un corps sain. C'est un cancer du corps social, un symptôme de nos dysfonctionnements, le théâtre d'ombre en miniature d'une société devenue prédatrice d'elle même et de la planète.

Nous ne lutterons pas contre les idéologies racistes et liberticides sans remettre en question notre système hiérarchisé, sanctifiant la loi du plus fort, le profit, l'égoïsme et repoussant dans les marges les valeurs d'autonomie, de solidarité et d'éthique.

Refuser de s'interroger sur les pratiques, qui à gauche comme à droite, installent comme une loi naturelle, la loi du marché, du prince ou du chef, amène au nom du consensus républicain, à s'accommoder de la légalisation d'un nouveau fascisme promu épouvantail nécessaire ; et ce plutôt que de nous remettre en cause radicalement dans nos pratiques quotidiennes.

à force d'être - septembre 98 à février 1999

A. Strid poète et plasticienne